

# Africities Summit, Yaoundé, Cameroon 2-6 December 2003

**Discours liminaire prononcé au "Sommet Africités" à Yaoundé (Cameroun)**

**Le 2 décembre 2003**

**Par Mme Anna Kajumulo Tibaijuka, Directrice exécutive**

Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Maires,  
Honorables Conseillers,  
Chers collègues des organismes des Nations Unies,  
Honorables délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais tout d'abord exprimer mes remerciements à Son Excellence Monsieur Paul Biya, Président de la République camerounaise et aux membres de son Gouvernement, à Son Excellence Monsieur Joachim Chissano, Président du Mozambique et Président en exercice de l'Union africaine, à tous les ministres et membres du Gouvernement camerounais, aux Ministres des finances et aux autorités locales chargés de la décentralisation au niveau national, à l'Honorable Arthur Hussene Canana, Maire de Maputo et Président du Comité politique du Sommet Africités 2003, à M. Nicolas Amougou Noma, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé, aux Maires et Conseillers, aux Membres du Corps diplomatique, au Coordonnateur résident de l'Organisation des Nations Unies et des organisations apparentées, ainsi qu'aux représentants de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux ici rassemblés.

C'est avec un grand plaisir et un grand honneur que je m'exprime aujourd'hui, au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, devant cette éminente assemblée regroupant les dirigeants nationaux et locaux des pays africains venus à Yaoundé pour participer à ce troisième Sommet Africités. Je souhaiterais également remercier le Partenariat pour le développement municipal (PDM) pour m'avoir invitée à cette conférence et pour l'aide soutenue qu'il apporte au mouvement municipal africain et au processus de décentralisation engagé sur le continent.

Au sein du système des Nations Unies, nous nous félicitons de vous voir réunis aujourd'hui pour cette conférence que nous tenons pour extrêmement importante car consacrée à l'accès aux services de base des millions de citoyens qui vivent à la périphérie ou dans les quartiers les plus pauvres des villes africaines. Beaucoup d'entre vous présents ici aujourd'hui ont participé, l'année dernière, au Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg. Or les aboutissements du troisième Sommet Africités qui débute aujourd'hui seront déterminants pour la concrétisation des engagements pris à Johannesburg au niveau local.

Le Sommet de Johannesburg a fait prendre conscience à la communauté internationale qu'il lui fallait se focaliser sur l'Afrique et ses besoins en matière de développement. Nous sommes maintenant ici rassemblés pour passer à l'action et aller de l'avant. Les appels pressants lancés par de nombreux dirigeants, dont certains ici présents, résonnent encore dans ma mémoire. Le temps des discussions est désormais terminé, il nous faut maintenant agir.

Mesdames et Messieurs,

En Afrique subsaharienne, seulement 48 % des ménages citadins ont l'eau courante contre seulement 19 % des ménages dans les établissements non structurés. Seulement 31 % des ménages citadins ont le tout à l'égout contre seulement 7 % des ménages dans les établissements non structurés. Seulement 54 % des ménages citadins ont l'électricité contre seulement 20 % des ménages dans les bidonvilles. Alors que 15,5 % des ménages citadins ont le téléphone, ils ne sont que 3% dans les bidonvilles à bénéficier de ce

luxe. Ces chiffres nous révèlent la profonde fracture qui divise le monde urbain en Afrique.

ONU -HABITAT, qui est chargé au sein du système des Nations Unies des villes et autres établissements humains, a publié en octobre dernier son Rapport mondial 2003 sur les établissements humains. Celui-ci nous donne encore d'autres chiffres effrayants. C'est l'Afrique subsaharienne qui détient au monde la plus grande proportion de citoyens vivant dans des bidonvilles. Ils sont 72 %, ce qui représente au total 187 millions de personnes.

Et pourtant, pour beaucoup d'entre nous, ici et dans les autres parties du monde, l'Afrique reste le continent le moins urbanisé de la planète. Même aujourd'hui, les deux tiers de la population de l'Afrique subsaharienne vivent dans les zones rurales - deux cents ans après le début de la révolution industrielle. Et la plupart d'entre nous s'imaginent que cette situation ne changera jamais. Parce que nous sommes profondément attachés à la terre et à nos racines rurales, nous croyons, et nous espérons, que les campagnes continueront à nous nourrir, indépendamment de toute réalité économique.

Mais permettez-moi de vous rappeler que l'Afrique accuse le taux d'urbanisation annuel le plus rapide du monde. Le taux annuel de croissance urbaine en Afrique est de 4 %, soit le double de celui de l'Amérique latine ou de l'Asie. Actuellement, 37 % des africains vivent dans les villes, et en 2030 ils seront probablement 53 %.

Il est extrêmement choquant que deux citoyens sur cinq vivent actuellement dans des conditions considérées comme dangereuses pour la vie et pour la santé. Les problèmes auxquels est confronté le Cameroun qui nous accueille aujourd'hui ou mon pays la Tanzanie sont très similaires.

La Déclaration du Millénaire des Nations Unies reconnaît les conditions déplorables dans lesquelles vivent les citoyens pauvres et expose, dans le détail, les engagements pris par les États Membres pour améliorer notamment les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonvilles d'ici 2020. L'équipe de ONU-HABITAT assure la coordination des activités menées en vue d'atteindre ces objectifs.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons douloureusement conscience que, dans les villes africaines, la pauvreté est caractérisée par la dégradation croissante des services de base que cause le décalage de plus en plus important entre la demande en pleine expansion et les moyens institutionnels et les ressources financières limitées des municipalités. Elle est aussi caractérisée par la détérioration des conditions de logement, l'absence de sécurité foncière et le surpeuplement, par une vulnérabilité grandissante aux problèmes de santé liés à la dégradation du milieu et aux catastrophes naturelles, par l'aggravation des inégalités sociales, par l'augmentation de la criminalité et de la violence dont les femmes et les plus pauvres d'entre les pauvres sont les principales victimes, et enfin par l'absence de participation des communautés aux prises de décision.

C'est pourquoi la création d'établissements humains viables est confrontée, en Afrique, à des problèmes nombreux et variés: insécurité, dégradation de l'environnement, prolifération des bidonvilles, manque de ressources humaines et financières des municipalités, décentralisation insuffisante des pouvoirs et des ressources, mauvaise gestion urbaine responsable de la division sociale des villes.

Le manque d'accès à une eau potable et à des services d'assainissement est également l'un des grands problèmes urbains. L'un des Objectifs de développement du Millénaire dont ONU-HABITAT est chargé d'assurer la coordination, est de réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à une eau potable et à des services d'assainissement. Or, en Afrique, c'est plus de la moitié de la population urbaine qui n'a pas accès à ces services de base.

L'accès aux principaux services de base - eau, énergie, logements, service de santé et autres - comme moyen pour réduire la pauvreté en milieu urbain, ai-je besoin de vous le rappeler, est au cœur du défi de

l'urbanisation en Afrique.

ONU-HABITAT anime actuellement deux campagnes mondiales - la Campagne mondiale sur la gouvernance urbaine et la Campagne mondiale sur la sécurité foncière. Ces deux initiatives, ainsi que ses programmes en cours, ont permis de développer différentes initiatives pour aider les autorités locales en Afrique.

Le programme ONU-HABITAT "De l'eau pour les villes africaines", appliqué dans sept pays - Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Sénégal et Zambie - montre comment mettre en place une stratégie intégrée de gestion des ressources en eau en milieu urbain qui articule développement urbain, gestion de l'environnement et des ressources en eau. La crise de l'eau que connaissent les villes africaines n'est pas tant due à un manque d'eau qu'à des politiques inadaptées et à une mauvaise gestion.

Les villes et les zones urbaines, compte tenu du rythme sans précédent auquel elles se développent, vont de plus en plus, à l'avenir, devenir les réels chefs de file de la vie culturelle, politique et économique.

C'est vrai que les villes constituent une grande partie du problème, mais elles constituent aussi une grande partie de la solution. En effet, les villes, si elles sont bien gérées, par vous Mesdames et Messieurs les Maires ici présents, peuvent devenir de réels moteurs de croissance et assurer le développement social et économique de nos pays.

Je me félicite que l'ONU-HABITAT, ici, à Yaoundé notre ville d'accueil aujourd'hui, et dans vingt-deux autres villes et zones urbaines du Cameroun, travaille en étroite collaboration avec les autorités locales et les communautés, à tous les niveaux, pour améliorer les conditions de vie des citoyens. Au début de l'année prochaine, quatre milles élus locaux camerounais commenceront, dans le cadre d'une initiative d'ONU-HABITAT, une formation sur tous les aspects de la gestion urbaine, de la prévention de la criminalité à la bonne gouvernance en passant par le financement. Ces élus, ensuite, à leur tour, formeront leurs collègues. Nous apprendrons ainsi tous les uns des autres et ce programme de Partenariat urbain pour le Millénaire nous permettra d'adapter les Objectifs de développement du Millénaire au niveau local grâce au développement des capacités des autorités locales.

M. le Président, Mesdames et Messieurs les Maires,

Je ne peux ici que louer les efforts résolus déployés par le Cameroun pour concrétiser le Programme pour l'habitat et pour améliorer ses établissements humains en coopérant, de façon exemplaire, avec ONU-HABITAT, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Union européenne et les services de coopération français. J'ai l'immense plaisir d'annoncer ici que l'ONU-HABITAT a nommé un Directeur de programme HABITAT au Cameroun afin de renforcer encore cette coopération.

Mesdames et Messieurs,

Vos travaux des prochains jours auront une importance capitale pour renforcer les résultats déjà excellents obtenus par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Comme vous le savez, le NEPAD offre un cadre novateur centré sur les communautés pour accélérer le développement durable de l'Afrique et la suppression de la pauvreté. Cette initiative est née de la conviction des dirigeants africains que la démocratie, la stabilité, la gouvernance éclairée, le respect des droits de l'homme et le développement économique du continent étaient autant de conditions préalables à remplir pour parvenir à mettre un terme à la paupérisation de l'Afrique et pour attirer les investissements étrangers sur le continent. Mais le NEPAD reconnaît aussi que l'urbanisation de l'Afrique est un problème à traiter en priorité. En effet, sans des établissements humains viables et une urbanisation maîtrisée, l'Afrique ne pourra pas parvenir à un rythme de croissance ni à un développement économiques durables.

Les villes africaines fournissent une plate-forme pour faire avancer ce nouveau partenariat alors que le NEPAD, en retour, donne aux villes la possibilité d'être appréciées au-delà des frontières nationales,

comme centres d'intégration régionale.

Mais connaissez-vous suffisamment nos villes pour réellement pouvoir les apprécier ?

Les chiffres fournis par ONU-HABITAT que j'ai cités précédemment émanent de différentes sources, dont les études de terrain menées par l'équipe d'HABITAT et les autorités locales partenaires dans différentes parties du continent. Ces chiffres ont été ensuite rassemblés par notre Observatoire mondial des villes, encore une fois en étroite collaboration avec les autorités locales, pour donner une image aussi exacte que possible des différents aspects de la situation dans des zones urbaines précises - population exacte des bidonvilles, nombre de logements sans eau potable ni assainissement, nombre de victimes de la criminalité, nombre de personnes souffrant de problèmes de santé.

Mais nous découvrons tous les jours que de nombreuses villes et de nombreux établissements humains ne disposent ni de données précises ni des ressources et moyens de financement requis pour les collecter. A ce propos, je ne crois pas exagérer en parlant de crise de l'information.

L'Observatoire mondial des villes de l'ONU-HABITAT cherche à remédier à cette situation en recourant aux technologies satellitaires de pointe et aux systèmes d'information géographique pour donner la possibilité aux municipalités d'avoir une vue aérienne de leurs villes et établissements humains. Les photographies spatiales d'une ville permettent de regarder à la loupe une zone très circonstanciée, de se concentrer sur quelques rues seulement et de répondre à certaines questions cruciales. Combien de personnes vivent dans cette zone? Combien d'entre elles vivent dans des logements équipés de l'eau courante et de systèmes d'assainissement? Est-ce que les routes ont besoin d'être réparées? Quel est le taux de criminalité? Combien de personnes souffrent du SIDA ou du paludisme? Existe-t-il des transports publics? Y a-t-il assez d'arrêts de bus? Quels sont les bidonvilles les plus surpeuplés?...

En travaillant avec les municipalités, des organisations non gouvernementales et des universités pour obtenir une image aussi précise que possible d'une ville ou d'un établissement humain donné, nous avons découvert que dans de nombreux endroits les informations nécessaires n'existent pas ou que les moyens requis pour les analyser ne sont pas disponibles. Dans ce domaine, la disparité entre les nations les plus riches et les pays en développement est sidérante.

Or si l'on dispose des informations appropriées que peuvent fournir des images aériennes, résoudre la myriade de problèmes urbains auxquels nous sommes confrontés devient beaucoup plus facile et moins onéreux qu'on ne pourrait l'imaginer.

Chers collègues et amis,

Les dates choisies pour ce troisième Sommet Africités sont en relation directe avec le Sommet de l'Union africaine tenu en juin dernier à Maputo qui a préconisé l'édification de villes et cités durables en Afrique. Les Chefs d'Etat et de gouvernement africains ont lors de ce Sommet exprimé leur préoccupation devant l'urbanisation de la pauvreté, les conditions sordides qui caractérisent les bidonvilles et d'autres quartiers dépourvus de services de base.

Ils ont souligné qu'ils étaient foncièrement attachés à donner suite aux déclarations mondiales et se sont en cela tout particulièrement référés au Programme pour l'habitat. Ils ont demandé que le système des Nations Unies, par le canal d'ONU-HABITAT, vienne à l'appui de la Commission de l'Union africaine pour faire en sorte que cette décision soit concrétisée. Je réitère donc l'appel ainsi lancé pour la mise en œuvre de ce programme.

C'est assurément ici pour nous le lieu de nous engager à continuer d'appuyer le programme axé sur les autorités locales, qui s'inscrit dans le programme mis en œuvre collectivement à l'échelle du continent et fait partie intégrante du programme mondial mené avec efficacité.

Face au défi de l'urbanisation que doivent relever les autorités locales en Afrique, vous ne pouvez dès lors

vous permettre d'être mis à l'écart de cet important processus.

Dans les prochains jours, plusieurs de mes collègues d'ONU?HABITAT vous rejoindront dans les sessions de travail pour définir ensemble, concrètement, le chemin à suivre pour assurer le succès de notre quête commune. Je vous invite tous à étudier maintenant, avec également nos autres partenaires internationaux en développement, les modalités d'élaboration d'un nouveau programme de coopération avec l'Afrique en appliquant les Objectifs de développement du Millénaire au niveau local, grâce au développement des capacités des autorités locales, à la bonne gouvernance urbaine, à la transparence, à la décentralisation réelle et à l'assainissement des bidonvilles.

Il est temps maintenant de nous mettre au travail.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.